



# le pouvoir aux travailleurs

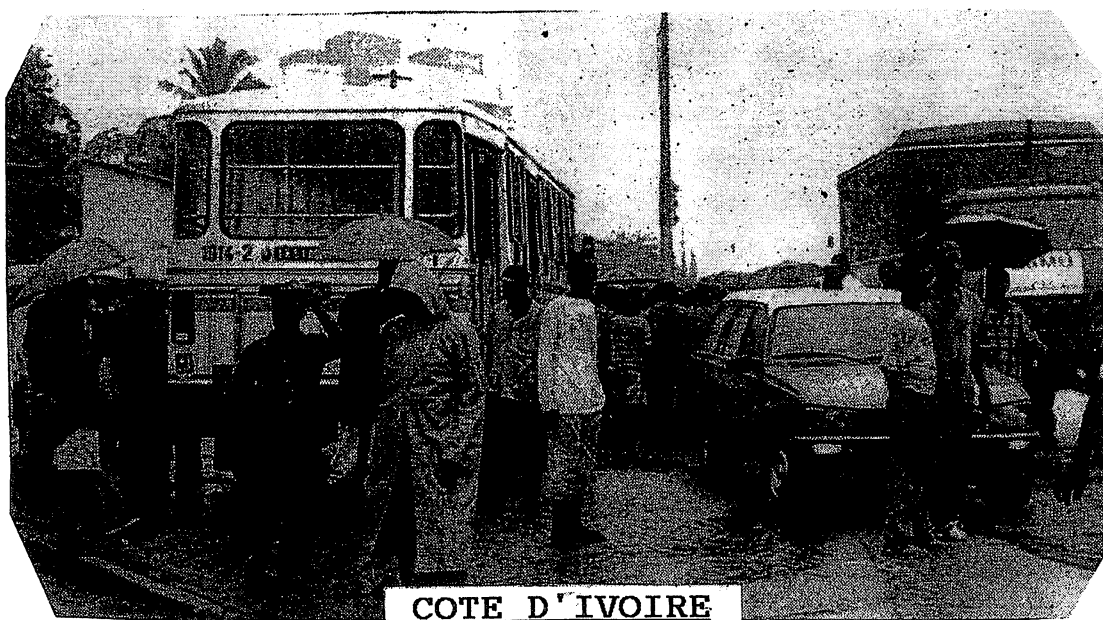
mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 09 MAI 1999

N° 268 PRIX 4 FF



**LE COUP DE COLERE CONTRE LA HAUSSE**

**DES PRIX DES TRANSPORTS**

**A FAIT RECULER LE GOUVERNEMENT**

SOMMAIRE AU VERSO

**S O M M A I R E**

Page 2  
Editorial

é d i t o r i a l

Page 3  
Côte d'Ivoire: une  
révolte légitime des  
pauvres

Page 4  
Comores: les coups  
d'Etat se succèdent,  
les problèmes  
demeurent

Page 6  
Mali: Toumani Touré  
essaie d'innocenter  
le dictateur Traoré

Page 7  
Sénégal: Levée de  
bouclier des milieux  
réactionnaires contre  
la loi interdisant  
l'excision

Page 9  
Serbie: une guerre  
m e n é e p a r  
l'impérialisme pour  
imposer sa loi.

**ABONNEMENT**

**FRANCE:** 1 an

- Pli ouvert : 70 FF

- Pli fermé : 85 FF

Le paiement se fait  
uniquement en liquide  
ou en timbres-postes  
courants.

**ETRANGER :**

Même tarif mais  
uniquement en cou-  
pons-réponses inter-  
nationaux.

**ADRESSE :**

DUFEAL-COMBAT OUVRIER  
Pour le PAT B.P. 42  
92114 -CLICHY Cedex

**COTE D'IVOIRE**

**LE COUP DE COLERE CONTRE  
LA HAUSSE DES PRIX DES  
TRANSPORTS A FAIT RECULER  
LE GOUVERNEMENT**

Le 24 avril dernier, une marche de protestation contre l'augmentation des prix de 50% des wôrô-wôrô, gbaka et taxi-brousse (transports en commun privés) et de 45% des cartes et tickets de bus, a réuni à Yopougon, quartier populaire d'Abidjan, plusieurs milliers de femmes, de jeunes sans emploi ainsi que des élèves.

Il y avait en effet de quoi exprimer son ras-le-bol quand on sait que cette hausse survient à la suite de toute une série d'augmentations des prix des produits de première nécessité, sans parler de celles de l'électricité et de l'eau.

La récente augmentation des prix était une de trop, une provocation inacceptable. Alors des jeunes et surtout des femmes de Yopougon n'ont pas hésité à descendre dans la rue, tout en sachant qu'ils prenaient le risque de se faire matraquer par les forces de l'ordre.

Et comme d'habitude, la police n'a pas hésité à disperser à coups de gaz lacrymogène cette manifestation qui était au départ pacifique. C'est la police qui, par sa violence, a créé un désordre entraînant la mise à sac et le pillage de certains magasins dont, notamment TATI et JATAK.

Cette manifestation était quasi spontanée puisque c'est une "association des jeunes d'Abidjan-Banco", inconnue jusque-là, qui en aurait pris l'initiative. De plus, les manifestants semblaient déterminés, comme cette marcheuse qui a déclaré : "Si les augmentations sont effectives, nous redescendrons dans les rues et nous irons même jusqu'à la Présidence". Et cela avait l'air d'être l'expression d'un sentiment général, vu la hargne avec laquelle les manifestants, surtout des jeunes se sont affrontés aux forces de l'ordre.

Le caractère inhabituel de cette manifestation a amené peut-être le gouvernement à mesurer la gravité de la situation et à céder en annulant la

hausse des prix des transports, même s'il a voulu masquer son recul en parlant d'une simple "rumeur" de hausse des prix qui serait à l'origine de la marche de protestation.

Si l'annulation de la hausse des prix des transports est effective pour ce qui est des bus et des gbaka, elle n'est pas entièrement respectée partout, puisque sur la ligne Angré-Abobo par exemple, le prix est passé de 150 à

200 F. Mais on est quand même loin de l'augmentation de 50% initialement prévue.

Donc dans l'ensemble, la protestation a donné des effets positifs. Cela montre bien que c'est en laissant exploser leur colère que les travailleurs et les pauvres se feront respecter et obligeront les riches ainsi que le gouvernement à leur service à tenir compte de leurs revendications.

### COTE D'IVOIRE

## **UNE REVOLTE LEGITIME DES PAUVRES**

Suite aux émeutes récentes, réponse de la population pauvre à l'annonce des augmentations des titres de transport en commun, qui ont coïncidé avec la révolte des élèves et des étudiants réprimés durement par des chiens en armes du gouvernement et des riches, tout le beau monde de la presse écrite du pouvoir comme de l'opposition a déploré les pillages des magasins, l'attaque des commissariats et de la mairie d'Abobo.

Mais ces messieurs les journalistes et ces politiciens de tout poil ne font que leur travail de larbin. Parce qu'il faut être un sacré pourri pour faire la morale aux pauvres et à leurs enfants étudiants après la situation qui leur est faite. Surtout quand on voit l'arrogance des riches et la richesse qu'ils étalent face à la misère qui se généralise.

L'annonce des 50% d'augmentation du titre de transport des bus, des gbaka et des wôro-wôro était déjà une provocation à l'émeute populaire. Mais ce sont les autorités qui, au lieu de reculer tout de suite en annulant l'augmentation, ont mis de l'huile sur le feu en envoyant les forces de l'ordre pour réprimer les manifestants. Qu'on ne s'étonne pas après que les manifestants en colère s'en prennent à ce qui représente à

leurs yeux les symboles des autorités qui les méprisent.

Tout le monde sait ce qui se passe dans les commissariats et à quoi ils servent : à voler, à racketter les petites gens et à les réprimer quand ils osent se révolter contre leur misère. Quant aux mairies, s'occupent-elles réellement des problèmes quotidiens de la population pauvre ? Pas du tout ! Ce sont des postes où s'enrichissent des politiciens de tout poil, avec le fruit du racket qu'ils opèrent sur les petits marchands. Alors à qui la faute si la population, excédée par tant de mépris, saccage ces lieux ?

La seule chose qu'on peut effectivement déplorer, c'est que ces émeutes ayant éclaté dans les quartiers pauvres, ce sont malheureusement bien souvent d'autres pauvres qui ont fait les frais des pillages et autres vandalismes qui se greffent à ce genre de révolte.

Mais pour faire aboutir leurs revendications légitimes, les exploités n'ont malheureusement pas d'autres choix que celle de se révolter. Mieux ils seront organisés, plus ils seront entendus. C'est le seul langage que le gouvernement comprend car il n'est soucieux que des intérêts des riches.

COTE D'IVOIRE**DES FEMMES DE YOPOUGON  
EN COLERE CONTRE  
LA PENURIE D'EAU**

Le 27 avril dernier, dès 7 H du matin, la direction régionale de SODECI de Yopougon a reçu la visite inattendue de quelque 300 femmes des



Queue devant un point d'eau  
dans un quartier

quartiers pauvres d'Abobo-Doumé, "Jérusalem" et "Koweit", qui réclamaient un rétablissement rapide de l'eau courante.

Armées de seaux, de casseroles et autres récipients, elles tenaient à dire à la direction de SODECI qu'elles n'étaient pas contentes que

leurs quartiers soient privés d'eau depuis une semaine, les obligeant à parcourir 3 km pour en chercher. Comme l'a raconté l'une des manifestantes, cette pénurie d'eau dure en fait depuis longtemps : "Depuis plus de 10 ans, nous n'avons plus d'eau à partir de 2 heures du matin. Si vous n'avez pas fait de réserve d'eau avant cette heure, vous allez vous approvisionner en eau à plusieurs kilomètres... Nous avons vécu cette situation sans broncher. Et maintenant, la SODECI a décidé de nous priver totalement d'eau. Nous ne pouvons accepter cette situation".

La direction de SODECI a donné raison aux manifestantes. Car il a suffi seulement de quelques minutes de discussion pour qu'elle leur trouve une solution provisoire en promettant une installation dans leurs quartiers des bornes-fontaines qui leur fourniront -gratuitement- l'eau courante en attendant que le problème des coupures d'eau soit résolu.

Il a fallu tout de même bousculer ces messieurs haut placés, qui se pavanent dans leurs bureaux climatisés pour obtenir provisoirement satisfaction.

COMORES**LES COUPS D'ETATS SE SUCCEDENT  
LES PROBLEMES DEMEURENT**

Le 30 avril les militaires comoriens ont investi la radio nationale. Ils ont annoncé eux-mêmes que Tadjidine Ben Saïd Massoude président de la fédération est destitué. Le nouvel homme fort, Azaly Assoumani n'est autre qu'un ancien chef d'état-major des armées. La raison invoquée par les militaires est de "mettre un terme

à l'immobilisme des pouvoirs politiques et empêcher le pays de sombrer dans le chaos et l'anarchie afin de préserver les liens traditionnels qui unissent tous les citoyens de notre pays".

Depuis plusieurs jours à Moroni, la capitale, située dans l'île de la Grande Comore, des groupes de jeunes gens excités s'en

prenaient aux populations originaires d'Anjouan. Au début les victimes de ces excès de zèle ultranationalistes étaient essentiellement des petites gens, tels que les vendeurs au marché de Moroni. Mais rapidement, les fonctionnaires et même certains ministres sont eux-mêmes pourchassés et sommés de retourner à Anjouan. Les premiers jours les pouvoirs publics ont plus ou moins laissé faire. Certains leaders proches de l'opposition ont même déclaré qu'ils éprouvaient une certaine "compréhension" à l'égard de ces bandes de voyous. Les militaires ne sont pas à l'abri de la vague xénophobe; la tension monte également dans les casernes car une grande partie des militaires sont originaire d'Anjouan. La hiérarchie militaire prend prétexte de la menace d'éclatement de l'armée et en profite pour s'accaparer des rênes du pouvoir.

Cependant la situation de crise que connaît l'archipel ne date pas de ces derniers jours. Depuis plusieurs années, il y a une montée des tensions sociales dans chacune des îles. Dans cette partie de l'océan indien les gens sont très pauvres et basculent de plus en plus vers une misère et un dénuement sans cesse grandissants. Les mécontentements montent et plus ils montent plus ils sont récupérés par les politiciens nationalistes qui n'ont de programme que celui qui consiste à désigner les ressortissants des îles voisines comme étant les responsables de tous les maux. Plus les gens sombrent dans la précarité et plus les politiciens en poste s'y accrochent par n'importe quel moyen. Ceux qui se disent de l'opposition ne sont pas mieux. Leur seul objectif est d'arriver au pouvoir à la place occupée par ceux qui y sont installés. Pour cela il sont capables de mettre le pays à feu et à sang pourvu que leurs ambitions de

poste, de sinécure soient assouvies. La situation sociale découlant de la misère engendrée par ce système malade était devenue explosive. Faute d'autres perspectives, ce sont les idées xénophobes désignant des voisins encore plus pauvres qu'eux-mêmes comme étant responsables de leur malheur, qui ont prévalu sur le terrain. Le facteur déclenchant de la colère des manifestants a été la non-signature de l'accord d'Antananarivo (Madagascar) par les indépendantistes anjouannais. Ceux-ci ont demandé un report en attendant, disent-ils, de consulter la population de leur île. Ce n'était qu'un détonateur car la crise est bien plus antérieure aux événements de ces derniers jours. La confiscation de tous les pouvoirs par les militaires, même si quelques postes sont attribués à leurs amis civils, ne peut résoudre aucun des maux dont souffre la population. Les militaires veulent faire taire la population, veulent exercer une dictature encore plus féroce au nom de soi-disant "intérêts supérieurs de la nation". Mais cette voie était celle suivie par tous les gouvernements précédents, militaires et civils successifs, et le résultat est là.

Sur le plan des relations politiques et économiques entre les îles ils sont partisans d'appliquer par la force les accords d'Antananarivo que les indépendantistes anjouannais ont refusé de signer. Les militaires fédéralistes, ainsi que les politiciens sécessionnistes ont réussi chacun à leur façon à dresser un fossé de haine entre les différentes îles. L'"Union des Iles Comores" (en remplacement de la fédération islamique) telle qu'ils ont tenté de négocier, même assortie d'une promesse d'autonomie plus ou moins grande à chacune des composantes, semble mal partie pour le moment.

## PROCES D'UN CHIEN DE GUERRE DE L'IMPERIALISME FRANCAIS

Pendant que les militaires comoriens accomplissent leur putsch sous la direction d'un ancien stagiaire de l'école de guerre en France, un autre galonné, à la fois



Bob Denard à la barre

mercenaire, barbouze et membre des services secrets français comparait devant la cour d'assises de Paris. Il s'agit du tristement célèbre Bob Denard ainsi que quelques uns de ses lieutenants. Ils sont accusés d'avoir assassiné en 1989 Ahmed Abdallah, le chef de l'Etat comorien que Denard avait aidé à s'emparer du pouvoir 11 ans plus tôt. Denard n'était pas à son premier coup tordu. Il avait fait

ses débuts en Indochine et au Maroc au service de la politique coloniale et post-coloniale de la France. On le retrouve aux côtés de Tschombé contre Mobutu puis aux côtés de Mobutu contre ses opposants Katangais. Il intervient partout, du Biafra à l'Angola en passant par le Bénin. Aux Comores, il se fait nommer chef de la garde présidentielle d'Abdallah qui fut abattu sans doute par Bob Denard lui-même, du moins en sa présence, en 1989. Durant toute cette période il a réussi à amasser une fortune personnelle à coups de trafics en tous genres à tel point qu'il est jusqu'aujourd'hui à la tête d'une multitude d'officines qui ont pignon sur rue aux Comores.

C'est là que, retiré dans son bunker, il faillit se faire lyncher par la foule amassée devant. Mais en bon "chien de guerre" au service de l'impérialisme français, l'armée française intervint soi-disant pour le punir. En réalité c'est bien le gouvernement et les services secrets français qui lui ont sauvé la mise.

Alors, aujourd'hui un semblant de procès à lieu. Après tout qu'a-t-il à craindre ? La justice saura bien se montrer clément lorsqu'il s'agit de juger un serviteur des intérêts de la bourgeoisie dans ses anciennes possessions.

### MALI

## TOUMANI TOURE ESSAIE D'INNO- CENTER L'EX-DICTATEUR TRAORE

Dans une interview accordée à un journal, l'ex-président du Mali, Amadou Toumani Touré a déclaré qu'il est favorable à la libération de l'ancien dictateur Moussa Traoré, de son épouse et de leurs compagnons. C'est, dit-il, au nom de la "réconciliation nationale".

Rappelons que le procès de

Moussa Traoré, de son épouse Mariam Traoré, du frère de cette dernière, Douah Abraham Sissoko alias "Ramos", s'est terminé le 12 janvier dernier par le verdict de la peine de mort. D'autres accusés tels que Tiéna Coulibaly, ex-ministre des finances et dirigeant de la BDM (Banque du Développement du Mali) ont été tout

simplement acquittés. Ils étaient tous accusés d'avoir dilapidé la caisse de l'Etat.

Moussa Traoré et son épouse auraient détourné une somme de près de 2,5 milliards de francs CFA des caisses de l'Etat. Non seulement ce dictateur et ses acolytes se servaient dans la caisse de l'Etat et détournaient à leur profit le peu d'aide que ce pays obtenait des organismes internationaux ou humanitaires, ils exerçaient en plus une dictature féroce. Les opposants étaient réprimés systématiquement. Même certains compagnons de route de Moussa Traoré, ses proches qui l'avaient aidé à prendre le pouvoir, ont fini leurs jours dans la sinistre prison de Kidal.

Mais Toumani Touré a estimé que "l'heure est venue de pardonner". Et pour argumenter sa pensée, il rappelle que lors du procès, la cour d'assises n'avait retenu contre les

principaux accusés que le détournement de quelques centaines de millions de francs CFA au lieu des 2,5 milliards, minimisant de cette façon le délit. Il dit aussi que, en règle générale, il n'est pas pour qu'on poursuive les chefs d'Etat ayant commis des crimes ou détourné de l'argent public car, selon lui, "c'est la crainte des représailles qui les incite à s'accrocher à leur fauteuil".

Il est sûr que la condamnation à mort de ces accusés ne résoudra pas du tout le problème de la corruption, des détournements des fonds publics par les dirigeants de l'Etat et leurs serviteurs. Mais on a l'impression qu'Amani Touré essaie d'user de toute sa notoriété pour innocenter Moussa Traoré et ses acolytes. Et s'il insiste tant, c'est peut-être qu'il a bien des choses à se faire pardonner lui aussi pour la période (mars 1991 à juin 1992) durant laquelle il était à la tête de l'Etat.

## SENEGAL

### **LEVEE DE BOUCLIER DES MILIEUX REACTIONNAIRES CONTRE LA LOI INTERDISANT L'EXCISION**

Après plusieurs années de tergiversations, Diouf a fini par faire voter, le 22 janvier dernier, deux mois après le dictateur Eyadema du Togo, une loi interdisant la pratique de l'excision au Sénégal. Cette pratique sera désormais punie d'une peine allant de six mois à cinq ans de prison ferme. C'est en théorie seulement, car tout le monde sait que cette loi ne sera jamais appliquée et que tout au plus il n'y aura que quelques procès, histoire de dire que le Sénégal applique la Convention internationale des droits de l'enfant qu'il avait pourtant signée six années auparavant, en mars 1993, et qui stipulait que tous les signataires devaient s'engager à prendre les dispositions nécessaires "en vue de l'abolition des pratiques traditionnelles

préjudiciables à la santé des enfants".

Mais le simple fait que cette loi ait été promulguée a suffi pour provoquer une levée de bouclier tant dans les milieux réactionnaires des dirigeants religieux musulmans que dans celui d'une partie de la petite bourgeoisie prétendument intellectuelle.

Un des premiers à s'élever fut Thierno Mountaga Tall, dirigeant de la confrérie des Tidjanes pour qui l'excision est une "obligation" pour les musulmans. Il a eu en plus le culot d'ajouter que "l'excision n'a causé à notre connaissance aucun préjudice, ni du point de vue psychologique ni du point de vue physiologique". Et pourtant

nombreuses sont les petites filles qui meurent suite à cette mutilation ou qui traîneront toute leur vie durant les douleurs aussi bien physiques que morales. Mais peu importe à ce dignitaire religieux fieffé qui se croit encore au moyen-âge et qui considère la femme comme une propriété de l'homme.

D'autres, n'ont pas hésité à utiliser l'ethnisme en disant que ce sont les Wolof (chez qui l'excision n'est pas très répandue) qui veulent imposer leur loi à l'ensemble des autres ethnies.

Parmi ceux qui s'opposent à cette loi il y a aussi un certain nombre d'intellectuels qui mettent en avant les sacro-saintes "valeurs culturelles" et se font les défenseurs de la "cosmogonie des sociétés noires africaines". Pour eux, l'abolition de l'excision serait synonyme de la fin de ces "valeurs". Ils fustigent "les furies qui gesticulent dans les ONG et autres associations de libération de la femme".

C'est dans cette ambiance très hostile qu'un certain nombre de femmes courageuses, épaulées par des associations de lutte contre les mutilations sexuelles, essayent d'agir pour convaincre les parents que ces pratiques sont dangereuses et néfastes pour leurs enfants. Quant au gouvernement, qui ne veut pas choquer les dignitaires traditionalistes mais qui en même temps veut se donner une image de "progressiste" aux yeux des dirigeants des pays occidentaux, il s'est contenté jusqu'à présent d'autoriser quelques spots télévisés contre l'excision, c'est-à-dire des moyens dérisoires, même comparés à ceux déjà tout petits des associations. Mais même ces petits gestes hypocrites lui sont reprochés par les partisans de l'excision.



Campagne anti-excision  
au Burkina

Les mutilations sexuelles font partie d'un ensemble de traditions héritées d'un passé lointain opprimant la femme. Elles sont plus ou moins répandues selon les ethnies, un peu moins dans les grandes villes que dans les villages reculés. Il ne s'agit pas d'une affaire privée. C'est quelque chose qui concerne toute la société. Il faut combattre l'oppression de la femme au même titre que l'on combat le racisme, l'ethnisme et toutes les autres formes d'oppression. Et si jusqu'aujourd'hui la femme continue d'être opprimée, en Afrique mais aussi ailleurs, y compris dans les pays dits modernes même si on n'y pratique pas l'excision, ce n'est pas faute de loi pour y mettre fin. C'est parce que l'oppression en règle générale, comme l'exploitation de l'homme par l'homme font partie des "valeurs" de la société capitaliste qui domine partout. Mettre vraiment fin à l'oppression de la femme, c'est s'affronter à cette société capitaliste et la renverser pour qu'enfin tous ses membres, hommes et femmes, jeunes et vieux puissent vivre en harmonie, sans oppression et sans exploitation. Mais cette tâche, seule le prolétariat est capable de la réaliser.



**SERBIE****UNE GUERRE MENE  
PAR L'IMPERIALISME  
POUR IMPOSER SA LOI**

L'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (OTAN) poursuit sans relâche ses bombardements contre les peuples de Serbie, du Kosovo et du Monténégro, en les intensifiant ces derniers jours (on parle des raids "24 heures sur 24"). Des bombes sont encore tombées sur des immeubles d'habitation. C'est ainsi qu'à Nis, près de l'aéroport, ces bombes ont fait officiellement 17 morts et plusieurs blessés graves. A l'ambassade de Chine, à Belgrade, elles ont tué quatre personnes.

total des forces serbes, retour des réfugiés, déploiement d'une force internationale et statut d'autonomie pour la province du Kosovo).

Ces bombardements aveugles et intensifs poussent de plus en plus les populations sur les routes de l'exil pour aller grossir les camps des déportés déjà surpeuplés. A tel point qu'en Macédoine où plus de 200 000 réfugiés y ont été accueillis, les autorités, incapables de faire face à de nouvelles vagues, ont décidé de les refouler. Ce qui aurait choqué un représentant du HCR.

Mais que font les pays européens directement engagés aux côtés de l'impérialisme américain? A ce jour, la France en aurait reçu seulement 2 500. C'est honteux, car un petit pays de 2 millions d'habitants comme la Macédoine, de surcroît pauvre, en accueille presque cent fois plus. La France peut, sans problème, avec les grands moyens dont elle dispose, recevoir plus de 100 000 sans le moindre problème, et même beaucoup plus, car selon un sondage, les familles françaises sont prêtes à ouvrir leur porte à ces déportés. Ce pays accueille bien près de 60 millions de touristes par an, venus de tous les horizons. Et ils trouvent où dormir et de quoi manger. Pourquoi pas des Kosovars?



**Clinton, le chef de file  
de l'impérialisme US  
encourageant ses "Boys"**

Le but, selon les dirigeants de l'OTAN, est de pousser le dictateur Milosévic à mettre fin à sa politique de "purification ethnique" au Kosovo. Mais en réalité, ils cherchent à l'obliger à se mettre à genoux devant l'ordre mondial impérialiste, c'est-à-dire la loi du plus fort. Ils veulent le forcer à accepter les cinq conditions dictées par l'OTAN (cessez-le-feu, retrait

A vrai dire, ce n'est pas pour venir en aide à la population du Kosovo que les membres de l'OTAN bombardent la Serbie. Même leurs aides qualifiées d'actions "humanitaires" ne sont que pure hypocrisie. Ils se comportent comme un pyromane qui revient bien plus tard éteindre le feu qu'il a allumé et dégager les cendres. En fait les USA et leurs alliés européens se moquent fort bien du sort des

déportés. Ce qu'ils cherchent, c'est la sauvegarde ou le maintien de leurs intérêts capitalistes. La guerre en Serbie n'est même pas finie mais les profiteurs du bâtiment parlent déjà de reconstructions. Les Bouygues et autres Alcatel se frottent les mains dans la perspective des contrats à signer pour réparer les ponts et autres bâtiments détruits par les

bombes de l'OTAN. Les populations de Serbie, du Monténégro et Kosovo n'ont pas fini de payer de leur vie, de leurs souffrances le prix de cette guerre menée contre elles. Les travailleurs n'ont pas à accorder leur soutien à Clinton et à ses alliés de l'OTAN dans cette guerre dont le but inavoué est d'imposer la loi des grandes puissance dans cette région du monde.

### SENEGAL

#### **QUAND WADE JOUE AU GRIOT DE L'OTAN**

Bien calfeutré dans sa luxueuse résidence de Versailles, où il habite depuis octobre dernier, Abdoulaye Wade, le dirigeant du PDS a lancé un appel invitant les Africains à aller se battre au Kosovo aux côté des troupes de l'OTAN qu'il qualifie de "sentinelles de la démocratie et des droits de l'homme". Cet appel est-il adressé aux chefs d'Etats africains eux-mêmes peu regardant en matière de droit de l'homme chez eux ou aux populations africaines en général? Et dans ce dernier cas, pourquoi Wade qui est-il si soucieux de défendre ces droits n'appelle-t-il pas les Africains à prendre les armes contre les dictateurs locaux africains qui les bafouent et qui les écrasent? Pourquoi aller si loin

quand on peut le faire chez soi d'abord?

En réalité tout ce qu'il dit-là n'est que du vent. Il n'a rien à faire de la dictature, encore moins celle de Milosevic que des chefs d'Etats africains dont la plupart font partie du cercle des ses amis. Il a simplement trouvé là une occasion de jouer au griot afin de plaire aux dirigeants des pays impérialistes, dont Clinton et Chirac, qui font bombarder la Serbie prétendument au nom de la lutte contre la dictature de Milosevic au Kosovo. Et comme il a l'intention de rentrer au Sénégal en vue de l'élection présidentielle de l'année prochaine à la quelle il va se présenter, tout appui de ses maîtres impérialistes sera le bienvenu.

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.